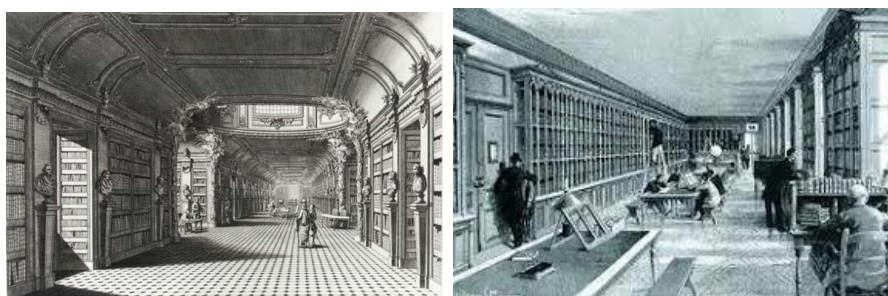




Société Française de
Finances Publiques

Février 2019
n° 11
Deuxième année

Billet bibliographique



« Dans nos bibliothèques au mois de janvier 2019 »

*Ce **Billet bibliographique mensuel**, qui entame sa deuxième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **janvier 2019**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues) suite à notre message diffusé le 27 janvier, soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet.*

***Vous recevrez au début du mois de mars un appel pour nous indiquer vos publications parues au cours du mois de février 2019.** A réception de ce prochain appel, n'hésitez donc pas à nous transmettre les références de vos publications ; il est primordial que les références des publications dans notre champ scientifique soient diffusées entre nous, tant il est complexe de pouvoir tout suivre... La seule diffusion de ces références permet de faire connaître l'existence des publications en cause et d'inciter à aller en lire certaines ou à mettre de côté certaines références pour consultation ultérieure.*

Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.

Ouvrages



- * BLANCHETON Clothilde, *Recherche sur la subvention. Contribution à l'étude du don en droit public*, LGDJ, coll. Bibliothèque de droit public, tome 307, (janvier) 2019, 386 p., préface F. LINDITCH

Parfois occultée, longtemps étouffée, l'interrogation sur l'identité juridique de la subvention s'avère indispensable dans un contexte de confusion de celle-ci avec la notion de commande publique. Pour l'isoler de ce « genre » voisin et lui fournir une identité propre, un seul trait distinctif paraît opératoire : sa qualité de don public ou, pour emprunter un vocabulaire plus civiliste, son titre gratuit.

La recherche des deux éléments utilisés en droit privé pour identifier un tel acte s'avère concluante, et plus encore, révèle la spécificité de cet objet en droit public. L'intention libérale s'articule de manière originale avec l'intérêt général, et dresse la subvention en véritable donation avec charges de droit public.

Le don public, avec son lot de spécificités, vient ensuite façonner les règles applicables à la subvention, pour lui offrir un véritable régime juridique, cohérent et compréhensible. L'octroi de la subvention s'avère régulé par l'intérêt général, et la mise en oeuvre de cet acte, gouvernée par sa nature conditionnelle.

La subvention est un don public, et se trouve régie comme tel. C'est à la faveur d'une rencontre de la valeur heuristique du don qu'elle a pu être saisie. [présentation par l'éditeur]

- * BURKHALTER-MARTINEZ Natassia, *Cohérence internationale de l'imposition des entreprises. Analyse au regard du projet de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires de l'OCDE (projet BEPS)*, Schulthess, (janvier) 2019, 454 p.

Le droit fiscal international vit une période de réformes. Cette thèse porte sur l'objectif de cohérence internationale du projet BEPS (OCDE). La première partie rappelle les principes de droit fiscal international et leurs limites face à la mondialisation. Dans la seconde partie, l'auteur revient sur les développements internationaux en matière de lutte contre la planification fiscale agressive et analyse les actions visant à instaurer une cohérence internationale: les règles contre les montages hybrides (action 2), celles sur les sociétés étrangères contrôlées (action 3) et celle limitant la déduction d'intérêts (action 4). La thèse détermine si une réelle cohérence internationale a pu être atteinte et démontre quels auraient été les éléments nécessaires à l'instauration de cet objectif. [présentation par l'éditeur]

- * COLLET Martin, *Droit fiscal*, PUF, coll. Thémis, 7^{ème} éd., (janvier 2019), 444 p.

Destiné principalement aux étudiants et aux praticiens, ce manuel s'adresse également à tous ceux qui souhaitent se familiariser avec les mécanismes juridiques qui guident l'imposition des particuliers comme des entreprises. Privilégiant une description dynamique et synthétique des règles de droit, l'ouvrage entend également mettre en valeur les modalités concrètes de leur application et s'efforce de présenter les débats, voire parfois les polémiques, que ces règles suscitent. [présentation par l'éditeur]

- * DALUZEAU Xavier, ESTOILE-CAMPI Agnès (de l') et la Rédaction des Editions Francis Lefebvre, *Conventions fiscales bilatérales consolidées. Allemagne, Belgique, Chine, Égypte, Espagne, Inde, Italie, Japon, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie*, Francis Lefebvre, (janvier) 2019, 402 p.

La Convention multilatérale pour la mise en oeuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéficiaires (ou Beps pour « Base Erosion and Profit Shifting ») est l'aboutissement de la négociation menée au sein de l'OCDE par plus d'une centaine de pays et juridictions afin de contrer l'utilisation abusive des conventions fiscales. A ce jour, il n'existe pas de consolidation officielle de cette Convention multilatérale avec les conventions fiscales couvertes, ni par l'OCDE ni par l'administration fiscale française. La lecture directe de ces conventions, rendue complexe sans consolidation, est néanmoins indispensable pour tous les professionnels utilisateurs de ces conventions.

Le présent ouvrage comprend une version consolidée d'un premier lot de conventions fiscales couvertes signées avec les principaux partenaires commerciaux de la France élaborée conjointement par Agnès de l'Estoile-Campi et Xavier Daluzeau, avocats spécialisés en fiscalité internationale, associés du cabinet CMS Francis Lefebvre Avocats, et les Editions Francis Lefebvre. Il s'agit des conventions bilatérales signées par la France avec l'Allemagne, la Belgique, la Chine, l'Égypte, l'Espagne, l'Inde, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Russie. Elles sont présentées en l'état des réserves et notifications émises au 1^{er} octobre 2018.

Cet ouvrage, également accessible dans sa version numérique, est l'outil de travail indispensable pour les professionnels des problématiques de fiscalité internationale qui leur permettra d'anticiper les impacts fiscaux de la Convention multilatérale sur les activités économiques internationales. [présentation par l'éditeur]

- * DUMAS Marvin, *En avant pour une comptabilité communale éclairée*, Editions du puits fleuri, (janvier) 2019, 535 p.

Outils pour : Comprendre la comptabilité communale Harmoniser les pratiques comptables et budgétaires Renforcer la polyvalence des agents comptables Limiter le nombre de rejets comptables Intégrer l'ensemble des

grands principes régissant la comptabilité publique, l'étude minutieuse des dépenses et des recettes, le processus budgétaire, l'exécution des dépenses et des recettes, la dématérialisation, la notion de service public sous toutes ses coutures (SPA, SPIC, Modes de gestion : direct ou délégué), l'analyse financière ainsi que la gestion de l'inventaire, ce manuel s'adresse à tous ceux qui ont soif de connaissances et qui souhaitent participer activement à la bonne gestion des deniers publics : agents comptables communaux, élus locaux et gestionnaires communaux, étudiants... 40 fiches qui seront autant d'outils clairs et pragmatiques portant sur 8 thématiques : Thématique n°1. Principes régissant la comptabilité publique Thématique n°2. Etude minutieuse des dépenses et recettes communales Thématique n°3. De l'élaboration à la clôture budgétaire Thématique n°4. Exécution des dépenses et des recettes Thématique n°5. Dématérialisation de la chaîne comptable et budgétaire Thématique n°6. Analyse financière Thématique n°7. Les différents modes de gestion Thématique n°8. Gestion de l'inventaire communal. [présentation par l'éditeur]

* MATTRET Jean-Bernard, *L'analyse financière des communes*, LGDJ, coll. Systèmes, 4^{ème} éd., (janvier) 2019, 272 p.

Quelles que soient leur taille et leur situation financière, les communes et leurs groupements connaissent des projets d'équipement. Pour savoir s'ils disposent des moyens nécessaires pour les réaliser, l'analyse financière peut apporter des réponses convaincantes. En effet, cette discipline permet de dégager les forces et les faiblesses financières, passées et à venir, d'une commune ou d'un groupement de communes. La méthode proposée ici s'inspire largement de celles qui ont cours pour apprécier la situation et les perspectives d'évolution financière d'une entreprise.

Le contrôle préalable de la fiabilité des comptes s'impose. À partir des comptes administratifs et de gestion, il convient d'apprécier le niveau et l'évolution de l'épargne ainsi que l'équilibre financier grâce au bilan. Il a fallu adapter ces méthodes à la logique du secteur local. Certes, pour une commune ou le groupement dont elle fait partie, il ne s'agit pas de réaliser des profits, mais il est souhaitable, pour le moins, de dégager l'épargne nécessaire au financement des équipements. L'aller-retour entre théorie et pratique valide la méthode. L'examen des comptes n'épuise pas le sujet de l'analyse financière. Aussi importe-t-il de mesurer les risques, présents et futurs, auxquels une commune s'expose à travers ses engagements contractés avec des partenaires publics ou privés. C'est toute la question des relations entre une commune et les sociétés d'économie mixte locale ou les associations ou les entreprises privées.

Ce livre est destiné aux étudiants qui envisagent d'approfondir leurs connaissances dans le domaine de la gestion financière des collectivités locales. Cet ouvrage devrait également intéresser un public de décideurs locaux et de fonctionnaires territoriaux, et, plus largement encore, les citoyens désireux de comprendre les mécanismes de l'analyse financière. [présentation par l'éditeur]

* SAOUDI Messaoud, *Le droit fiscal en tableaux*, Ellipses, coll. Le droit en fiches et en tableaux, (janvier) 2019, 426 p.

Très didactique, ce manuel de droit fiscal général a été conçu à partir de trois choix méthodologiques :

- la mise en avant des distinctions fondamentales,
 - la reprise des mêmes problèmes sous des angles différents,
 - un effort de mise en perspective afin de faciliter la réflexion et la compréhension des continuités et ruptures.
- [présentation par l'éditeur]

* TIRARD Manuel (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, coll. Droit et gestion publiques, (janvier 2019), 314 p.


L'océan Pacifique est au coeur d'un recentrage du monde actuellement en cours. Or, force est de constater que les systèmes juridiques des pays concernés sont largement une terra incognita, a fortiori en finances publiques et en droit public financier. Il s'agit dès lors dans cet ouvrage de commencer à combler ce vide, en présentant de manière détaillée le droit des finances publiques dans six des plus importants pays qui bordent cet océan. Sont ainsi traités les cas de l'Australie, de la Chine, des États-Unis d'Amérique, du Japon, du Mexique et de la Russie. Ces pays ont une place centrale dans leur continent respectif, tout autant qu'ils représentent une superficie et une population substantielles, autour de 30% des références mondiales, et environ 50% du produit intérieur brut (PIB) de la planète. Cela démontre si besoin l'intérêt d'une démarche qui doit non seulement permettre de mieux connaître ces droits étrangers mais aussi, à terme, de générer des comparaisons avec les finances publiques françaises et européennes. C'est d'autant plus indispensable dans un contexte de mondialisation qui place tous les États face aux mêmes problématiques de l'équilibre des comptes publics, de la performance de l'action publique, ou encore de la concurrence fiscale. [présentation par l'éditeur]

► Retrouver les différentes contributions dans la rubrique [Articles](#), ci-dessous


Articles

A signaler

Un mois extrêmement riche !

- Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, 2019 ; présentation générale de l'ouvrage ci-dessus et les différentes contributions sont à retrouver ci-dessous aux noms des auteurs.
 - Très important dossier « Finance et fiscalité », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (paru en janvier 2019) ; les différentes contributions sont à retrouver ci-dessous aux noms des auteurs.
 - Dossier « Bercy », *Pouvoirs*, janvier 2019, n° 168 ; les différentes contributions sont à retrouver ci-dessous aux noms des auteurs.
 - Dossier « La lutte contre la fraude sociale », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1 ; les différentes contributions sont à retrouver ci-dessous aux noms des auteurs.
-  Des articles en lien avec la SFFP :
- articles publiés dans *La Lettre* n° 4 de la SFFP ;
 - actes de la 4^{ème} séance du séminaire 2018 de la SFFP, « Les lois de programmation des finances publiques », 20 septembre 2018, Lille, publiée dans *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 1.
- Des articles de présentation de la loi de finances pour 2019.

- ACARD Claire, « Fiscalité financière », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 120
- ALLEMAND Frédéric, « La nomination du successeur de Peter Praet, membre du directoire de la BCE : le besoin de précisions », *Revue ECU/EURO* (article mis en ligne le 22 janvier 2019) : <https://resume.uni.lu/story/procedure-de-nomination-du-prochain-chief-economist-de-la-bce>
- ALLEMAND Frédéric, « Publication du rapport annuel de la Commission (DG ECFIN) sur les finances publiques dans l'UEM pour l'année 2018 », *Revue ECU/EURO* (article mis en ligne le 24 janvier 2019) : <https://resume.uni.lu/story/publication-du-rapport-annuel-sur-les-finances-publiques-dans-luem-p>
- ATTLAS ASSOULINE Anne-Valérie et GLON Guillaume, « Fiscalité du digital, digitalisation de la fiscalité », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- AUSTRY Stéphane et FOUCHER Benoît, « Nouvelles précisions sur les modalités de calcul des crédits d'impôt forfaitaires : à propos de la décision *Min. c/ Sté Natixis* » (CE, 20 novembre 2017), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 137
- BARILARI André, « La courbe de Laffer. Habile storytelling ou vérité scientifique ? », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 1, p.73

 BAUDU Aurélien, « Les lois de programmation des finances publiques, Propos introductifs », *Gestion & Finances Publiques*, 2019, n° 1, p. 7 (actes de la 4^{ème} séance du séminaire 2018 de la SFFP)

● BELLESCIZE Ramu (de), « Les finances publiques aux Etats-Unis d'Amérique », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 113

● BABEAU André, « Fiscalité immobilière des ménages : une réforme inachevée », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)

● BANDT Olivier (de), « Mise en oeuvre et limites de l'approche pigouvienne de la finance », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)

● BARAKE Mona, CAPELLE-BLANCARD Gunther et LÉ Mathias, « Les banques et les paradis fiscaux », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)

● BÉNARD Yohann, « Régime mère-fille : à défaut d'option pour le sursis, une opération d'échange de titres interrompt le délai de conservation » (concl. sur CE, 19 mars 2019), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 125

● BENOTEAU Isabelle et MESLIN Olivier, « Fiscalité du capital et comportements des ménages : mise en perspective internationale », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)

● BERNARDEAU Ludovic et THOMAS Etienne, « Jurisprudence de la CJUE : fiscalité directe (oct./déc. 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 121

● BEZES Philippe, DESCAMPS Florence et VIALLET-THÉVENIN, « Bercy : empire ou constellation de principautés ? », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 9 (numéro « Bercy »)

● BOHNERT Benoît, « Comptabilités informatisées : inclusion des progiciels de comptabilité nécessitant une saisie manuelle des recettes journalières » (concl. sur CE, 4 mai 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 138

● BOISSINOT Jean et TALY Michel, « Finance et fiscalité, fiscalité et finance : un couple improbable », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)

● BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Versement pour dépassement du plafond légal de densité (PLD) : conséquence sur le fait générateur du dépôt d'un permis modificatif » (Concl. sur CE, 22 octobre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 131



● BOURGET Renaud, « Le ministre des Finances selon Gaston Jèze : Etats-Unis, Angleterre et Argentine », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 105 (numéro « Bercy »)

● BRETONNEAU Aurélie, « Exclusion du droit à déduction : véhicules conçus pour transporter des personnes affectés de façon exclusive à l'enseignement professionnel de la conduite » (concl. sur CE, 11 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 128


● BURAUX Ch. et GARCIN J., « 3 questions : la réforme du « verrou de Bercy » et la loi relative à la lutte contre la fraude », *JCP, éd. E*, 2019 (10 janvier 2019, n° 1-2), n° 1

● CABANNES Xavier, « Finances publiques comparées et nouveaux horizons », préface à Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 11

- CASTELLARIN Emanuel, « Du MES au Fonds monétaire européen », *Revue ECU/EURO*, n° 53 (article mis en ligne le 25 janvier 2019) : <https://resume.uni.lu/story/du-mes-au-fonds-monetaire-europeen>
- CHAMARD-HEIM Caroline, « Loi de finances 2019 et droit des propriétés publiques », *JCP éd. A*, 2019 (28 janvier 2019, n° 4), n° 2034
- CHATEAUNEUF Julien, « Réévaluation d'actifs dans les sociétés civiles : de nouvelles limites aux stratégies d'optimisation ? » (note sous CE, 19 septembre 2018, avec les concl. de R. VICTOR), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 135
- CHOUVEL Rudy, « Internet, un levier de financement innovant pour les hôpitaux », www.horizonspublics.fr, 18 janvier 2019 (<https://www.horizonspublics.fr/sante-social/internet-un-levier-de-financement-innovant-pour-les-hopitaux>)
- Collectif, « Loi de finances pour 2019. Commentaires (1^{ère} partie) », *JCP, éd. N*, 2019 (18 janvier 2019, n° 3), n° 1009-1047
- Collectif, « Loi de finances pour 2019. Commentaires (2^{ème} partie) », *JCP, éd. N*, 2019 (25 janvier 2019, n° 4), n° 1048-1086
- Collectif, « Loi de finances pour 2019. 1^{ère} partie », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 1 à 55
- Collectif, « Loi de finances pour 2019. 2^{ème} partie », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 55 à 118
- COLLIARD Jean-Edouard, « Les taxes sur les transactions financières : un outil dépassé ? », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- CORTOT-BOUCHER Emmanuelle, « Refus de renvoi d'une QPC sur la limitation de la déductibilité des crédits d'impôts étrangers » (concl. sur CE, 18 juillet 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 127
- COUDERT Clara, « La fiscalité des data centers : un marqueur de la souveraineté numérique », *Revue de Droit fiscal*, 2019, comm. 133
- COUDERT Clara et STONER Ceri, « Data centres and tax territoriality », *Tax Journal* (Editions LexisNexis, UK), 30 janvier 2019 : <https://www.taxjournal.com/articles/data-centres-and-tax-territoriality-30012019>
- CRUZ MARTINEZ Enrique, « Les finances publiques au Mexique », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 187
- DAMAREY Stéphanie, « Bercy, un vrai premier ministre ? L'arme du budget », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 59 (numéro « Bercy »)
- DAMAREY Stéphanie, « Objet d'une société publique locale et compétence de ses actionnaires », note sous CE, 14 novembre 2018, *Synd. mixte pour l'aménagement et le développement des Combrailles, Sté d'exploitation mutualisée pour l'eau, l'environnement, les réseaux, l'assainissement dans l'intérêt public*, *AJDA*, 2019, p. 113
- DEBOISSY Florence, « L'endettement intra-groupe à l'épreuve de l'abus de droit : être ou ne pas être artificiel » (note sous CE, 3 décembre 2018, avec les concl. d'E. BOKDAM-TOGNETTI), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 132

- DECOUT-PAOLINI Rémi, « Quel est le régime juridique d'un titre exécutoire émis en vue de la récupération d'un indu d'allocation personnalisée d'autonomie ? » (concl. sur CE, 5 octobre 2018, *M. C.*, avec obs. de F. SENERS), *BJCL*, 2018, n° 12
- DESCAMPS Florence, « Du verrou au sextant. Outils de gestion, outils de pouvoir », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p.116
-  DORIGO Stefano, « La loi de finances italienne pour 2019 : crise italienne ou crise européenne ? », *La Lettre de la SFFP*, n° 4, janvier 2019, p. 15
-  DOUAT Etienne, « Les lois de programmation des finances publiques, un instrument de pilotage des finances locales ? », *Gestion & Finances publiques*, n° 1, 2019, p. 23 (actes de la 4^{ème} séance du séminaire 2018 de la SFFP)
- DUFOUR Olivia, « *Ne bis in idem* : le fiscal ne passera pas ! », *LPA*, 22 janvier 2019, n° 16, p. 4
- DURON Rémy, « Les principales mesures de la loi de finances pour 2019 touchant à la fiscalité personnelle et patrimoniale », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 1, p. 11
- DUMAS Vincent, « Exonération de la rémunération perçue par un travailleur frontalier assimilable à une indemnité de départ volontaire dans le cadre d'un PSE » (concl. sur CE, 6 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 123
- DUMAS Vincent, « Régime fiscal des titres subordonnés à durée indéterminée (TSDI) inapplication au prêt subordonné à durée indéterminée » (concl. sur CE, 6 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 126
- FALCO Damien, « Loi de finances pour 2019 : focus sur les principales mesures concernant la fiscalité des ménages », *Lexbase Hebdo édition fiscale*, 10 janvier 2019, n° 767
- FALCO Damien, « Le Conseil d'État modifie (en partie) le régime d'imposition des gains de cession liés aux bitcoins », *Gestion & Finances Publiques* 2019, n° 1, janvier-février, p. 77
- FAUCHER Daniel, « Évaluation de parts de SCI : confirmation de certains principes », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 1, p. 36
- FRULEUX François, « Loi de finances pour 2019-Transmissions à titre gratuit : nouvelles dispositions-La réforme de l'abus de droit », *JCP, éd. N*, 2019 (4 janvier 2019, n° 1), n° 100-101 (aperçu rapide)
- FRULEUX François, « Loi de finances-La réforme du régime d'exonération Dutreil : nouvelles possibilités, mise en œuvre et point à clarifier », *JCP, éd. N*, 2019 (25 janvier 2019, n° 4), n° 1087
- FUJITANI Takeshi, « Les finances publiques au Japon », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 151
- GUIGUE Alexandre, « Le Parlement de Westminster peut-il imposer au gouvernement une loi organisant un second référendum sur le Brexit ? Réflexion sur les contraintes budgétaires qui pèsent sur les parlementaires », Observatoire du Brexit, A. Antoine (dir.), janvier 2019, <https://brexit.hypotheses.org/>
- GUILLET Nicolas, « Le champ d'application de l'exonération de cotisation foncière des ports objet d'une QPC » (note sous Conseil constitutionnel, décision n° 2018-733 QPC, 21 septembre 2018, *Sté d'exploitation des moyens de carénage*), *Droit maritime français*, janvier 2019, n° 809, p. 81

- HERNU Paul, « L'érosion continue de l'autonomie fiscale et financière des collectivités locales », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 29
- HERRY Yannick, BELFAYOL Eric, « Le comité opérationnel départemental anti-fraude : un outil local efficace contre la fraude aux finances publiques », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 63
- HOMO Benjamin, VERGNET Nicolas et VIDEAU Julia, « Loi de finances pour 2019. Quelles nouveautés pour les entreprises ? », *JCP, éd. E*, 2019 (24 janvier 2019, n° 4), n° 1039
- HOUSER Matthieu, « La loi de finances pour 2019, une loi dense avant une réforme majeure ? », *AJCT*, 2019, n° 1, p. 37
- JACQUEMOT Pierre et RAFFINOT Marc, « La mobilisation fiscale en Afrique », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- JACQUET Marie-Anne, « Le virage numérique à l'hôpital : un processus de transformation globale », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 37
- JACQUOT-GUIMBAL Hélène et ALAPHILIPPE Laurent, « La certification des comptes des opérateurs de l'Etat : l'exemple de l'IFSTTAR », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 94
- JIN Banggui, « Les finances publiques en Chine », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 63
- JOANNARD-LARDANT Emmanuel, « Absence d'engagement de la responsabilité de l'Etat du fait de la loi augmentant le tarif de la taxe « prémix » » (note sous CAA Bordeaux, 25 octobre 2018), *AJDA*, 2019, p. 194
- JULIENNE Maxime, « Les crypto-monnaies : régulation et usages », *Revue de droit bancaire et financier*, 2018, n° 6, p. 18
- KOURALEVA-CAZALS Polina et COLODROVSCHI-DANELCIUC Natasa, « Les finances publiques en Russie », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 219
- LAINÉ Hugues et HEYNE Anna-Lisa, « Aspects de la fiscalité allemande du revenu et du patrimoine dans un contexte franco-allemand », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 1, p. 29
- LAMARQUE Danièle, Entretien avec... sur la Cour des comptes européenne, *La Lettre de la SFFP*, n° 4, janvier 2019, p. 4
- LAMBERT Alain, « Les ministres de Bercy, pilotes ou otages de la structure ? », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 29 (numéro « Bercy »)
- LAUMONIER Alexandre, « La notion de présence numérique en matière de taxes sur la consommation aux États-Unis, À propos de la décision *South Dakota vs Wayfair, Inc* de la Cour suprême des États-Unis du 21 juin 2018 », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 134
- LAVAYSSIERE Bertrand, « Innovation financière et fiscalité », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- LEGENDRE Raphaël, « Le prélèvement à la source, ou la bataille de Bercy », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 51 (numéro « Bercy »)


- LEGUIN Anne-Marie, « Les conséquences budgétaires de l'annulation de la création d'une commune nouvelle », chron. sous CAA Douai, 6 novembre 2018, *Min. de l'intérieur c/ Commune de Bois-Guillaume*, *AJDA*, 2019, p. 48
- LEI Maxime, « La méthode de fixation du montant des redevances domaniales à la croisée des chemins », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 106
- LELIEVRE Valérie, « BCE, BoJ, Fed : pompiers et pyromanes », *RUE*, n° 624, 2019, p. 57
- LEYRAT Henri, « Les aspects fiscaux de l'extinction de l'usufruit des personnes physiques », *LPA*, 22 janvier 2019, n° 16, p. 9
- MASSE Francis, « Agir, c'est (ce devrait être) toujours simplifier », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 101
- MELOT Nicolas, « Fiche pratique. Domicile fiscal et résidence des personnes physiques », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 1, p. 40
- MESMIN D'ESTIENNE Jeanne, « L'ordre public fiscal : de la rencontre entre ordre public, contraintes fiscales et libertés économiques », in Aurore Laget-Annamayer (dir.), *L'ordre public économique*, LGDJ, (décembre) 2018, p. 303
- MEUNIER François, « La baisse de l'impôt sur les sociétés et la valeur des entreprises », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- MOALIC GUIONNET Claire et DUBOIS Marie, « Bitcoins épisode II : la loi de finances pour 2019 contre-attaque ! », *JCP, éd. G*, 2019 (28 janvier 2019, n° 4), n° 65
- MONTCHALIN Amélie (de), « Savoir, c'est pouvoir. Les députés face à Bercy », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 99 (numéro « Bercy »)
- NICOLAÏ Jean-Paul et TRANNOY Alain, « De l'utilité de l'impôt pour freiner l'effet de levier du « hors-bilan » des banques », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- ODINET Guillaume, « Clarification sur les conditions d'institution d'une redevance pour service rendu » (concl. sur CE, 28 novembre 2018, *SNCF Réseau*), *AJDA*, 2019, p. 189
- OLIVA Eric, « L'extension de la compétence constitutionnelle dans le domaine financier et fiscal », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 111
- PÉRIN-DUREAU Ariane, « Régime fiscal des *bitcoins* : quand le Conseil d'Etat saisit l'insaisissable », *RTDCom*, 2018, n° 4 (octobre-décembre 2018), p. 1073
- PERRIN Amaury, « Le bitcoin et le droit : problématiques de qualification, enjeux de régulation », *Gestion et Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 84
- PERROTIN Frédérique, « Les résultats du contrôle fiscal », *LPA*, 21 janvier 2019, n° 15, p. 5
- PERROTIN Frédérique, « Le verrou de Bercy, suite et fin », *LPA*, 14 janvier 2019, n° 10, p. 3
-  PERUYERO Matthieu, « Les lois de programmation des finances publiques. Un instrument de pilotage souple façonné par les parlementaires », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 11 (actes de la 4^{ème} séance du séminaire 2018 de la SFPP)

- PFISTER Christian, « Fiscalité de l'épargne et choix de portefeuille des ménages français », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- PICHET Eric, « La doctrine fiscale et budgétaire du quinquennat à l'épreuve des réalités sociales », *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 119
- POCHARD Marcel, « Les personnels de Bercy. Entre excellence, corporatismes et hubris », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 73 (numéro « Bercy »)
- POTTEAU Aymeric, « La contribution des lois de programmation des finances publiques au respect des règles budgétaires européennes », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 16 (actes de la 4^{ème} séance du séminaire 2018 de la SFFP)
- PROST Jeanne-Marie, « Lutter contre la fraude sociale : nouveaux enjeux », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 44
- QUIGNON Laurent, « Spécificités et évolution récente de la fiscalité bancaire », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- RIGODANZO Christine, « Lutte contre la fraude au détachement des salariés : de nouvelles dispositions européennes », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 56
- SAINT-AMANS Pascal et TALY Michel, « Adapter la fiscalité à une économie globale et digitalisée », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- SAPIN Michel, « Bercy et les lobbies », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 91 (numéro « Bercy »)
- SINÉ Alexandre, « Cycles de vie à Bercy. Vingt-deux mois pour réussir aux commandes des Finances », *Pouvoirs*, 2019, n° 168, p. 39 (numéro « Bercy »)
- STECKEL-ASSOUERE Marie-Christine, « Des transpositions déséquilibrées entre le droit des finances publiques des États membres et celui de l'Union européenne », *RUE*, 2018, n° 623, p. 628
- SUET Patrick et DALLEMAGNE Marie-Liesse, « Banque et impôts en France », *Revue d'économie financière*, 2018, n° 131 (dossier « Finance et fiscalité »)
- TAUZIN Jean-Louis, ROYER Sabine « Les enjeux de la lutte contre la fraude aux allocations chômage », *Gestion & Finances publiques*, 2019, n° 1, p. 47
- THEOLOGITIS Alexios, « Taxe annuelle de 3 % sur les immeubles : retour sur une taxe dissuasive aux enjeux souvent méconnus », *La Revue fiscale du patrimoine*, 2019, n° 1, p. 22
- TIRARD Manuel, « Le Pacifique, un Nouveau Monde financier » », propos introductifs à Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 19
- TIRARD Manuel, « Les finances publiques en Australie », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 29
- TIRARD Manuel, « L'hypothèse de « systèmes de finances publiques » en droit comparé et sa portée pour la France », in Manuel Tirard (dir.), *Les finances publiques autour du Pacifique*, Mare & Martin, (janvier) 2019, p. 271
- VABRES Régis, « Projet de loi Pacte et projet de loi de finances pour 2019 : faut-il une fiscalité adaptée aux sociétés poursuivant des objectifs sociaux et environnementaux ? », *Droit des sociétés*, 2019, n° 1, p. 1

● VICTOR Romain, « Incompatibilité des commentaires administratifs sur l'article 885 T ter du CGI avec l'article 63 du TFUE » (concl. sur CE, 19 septembre 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 130

● VICTOR Romain, « Solidarité en cas de travail dissimulé (CGI, art. 1724 quater) et recours effectif : l'Administration doit communiquer sans frais aux débiteurs solidaires les documents utiles à leur défense » (concl. sur CE avis, 6 juin 2018), *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 139

● YTIER David, « Un projet de loi de finances sous influences diverses », *Lexbase Hebdo édition fiscale*, n° 767, 10 janvier 2019, n°N7051BXG

 WOLF Marc, « Prélèvement à la source : ouvrir le chantier de réforme de la réforme », *La Lettre de la SFP*, n° 4, janvier 2019, p. 7

● WOLF Marc, « Prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu. Les enjeux d'aujourd'hui et de demain », *JCP, éd. G*, 2019 (28 janvier 2019, n° 4), n° 86


L'auteur reprend dans cette note de synthèse l'analyse de l'utilité de principe et des défaut de mise en œuvre de la réforme appliquée depuis ce moins de janvier, ainsi que ses propositions d'aménagement visant à simplifier et améliorer la qualité de synchronisation du dispositif telles qu'elles ont été développées dans La lettre n° 4 de la SFP (cf. ci-dessus).

● WOLF Marc, « Lutte contre la fraude fiscale (suite) : un chiffrage instrumentalisé » (mis en ligne le 31 janvier 2019) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2019/01/31/lutte-contre-la-fraude-fiscale-suite-un-chiffrage-instrumentalise>

L'évaluation de l'ampleur de la fraude fiscale (au sens des manquements objectifs à la loi, qu'ils soient intentionnels ou non) devrait être un élément essentiel de discussion à la fois de la qualité de la gestion publique et de la politique fiscale. L'administration française a malheureusement déserté cet espace pour se replier sur la seule autocébration des résultats des services de contrôle qui conduit à une dérive statistique préjudiciable à la relation avec les contribuables. Ce renoncement a pour effet de laisser le champ libre à une surenchère sur les chiffres qui joue aussi de la confusion avec les notions d'optimisation ou d'évitement fiscal. Après avoir rappelé les concepts utiles dans une précédente chronique déjà dédiée au sujet (voir billet bibliographique n° 9), l'auteur analyse dans la présente chronique n° 18 de son blog les sources et les méthodes disponibles, puis après avoir démonté "la légende des 80/100 Mds€ de fraude" essaye de réunir les données qui permettraient de reconstruire un travail plus lucide de chiffrage.

A signaler aussi :

 SFP (Xavier CABANNES et Etienne DOUAT, en tant que Pt et VP de la SFP) : « Impôts : être contribuable : ça s'apprend ! », *Les Echos*, 17 janvier 2019 et :

<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0600526004503-impots-etre-contribuable-ca-sapprend-2236754.php#xtor=CS1-33>

► **Rapports et référés récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en janvier 2019) :

* « La prise en charge financière des victimes du terrorisme » (rapport mis en ligne le 30 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190130-Indemnisation-victimes-terrorisme.pdf>

* « Approche méthodologique des coûts de la justice » (rapport mis en ligne le 28 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190128-approche-methodologique-couts-justice.pdf>

* « La mise en œuvre de la politique du logement par les services déconcentrés de l'Etat » (référé mis en ligne le 16 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190121-refere-S2018-2594-politique%20du%20logement.pdf>

* « La comptabilisation des droits de mutation au titre de l'exercice 2017 » (référé mis en ligne le 16 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190116-refere-S2018-2805-comptabilisation-droits-mutation.pdf>

* « L'insertion des chômeurs par l'activité économique » (rapport mis en ligne le 15 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190115-rapport-insertion-chomeurs.pdf>

* « Les aides directes du Fonds européen agricole de garantie (Feaga) » (référé mis en ligne le 10 janvier 2019) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2019-01/20190110-refere-S2018-2553-aides-directes-FEAGA.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en janvier 2019) :

* Rapport spécial n° 3/2019: Fonds européen pour les investissements stratégiques: des mesures s'imposent pour en faire un véritable succès (mis en ligne le 29 janvier 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_03/SR_EFSI_FR.pdf

* Communication au Parlement européen en réponse à sa demande d'être tenu informé de l'évolution du problème d'accès aux informations détenues par la Banque centrale européenne (mis en ligne le 14 janvier 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/PL19_ECB/PL19_ECB_FR.pdf

* Rapport spécial n° 01/2019: Dépenses financées par l'UE: des mesures s'imposent pour lutter contre la fraude (mis en ligne le 10 janvier 2019) :

https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR19_01/SR_FRAUD_RISKS_FR.pdf

♥ Audit public dans l'UE : « nouveau portail en ligne intitulé Public Audit in the European Union (L'audit public dans l'Union européenne), lequel contient des informations sur les travaux et le rôle des 29 institutions supérieures de contrôle (ISC) présentes dans l'UE et dans ses États membres » :

<http://publications.europa.eu/webpub/eca/book-state-audit/en/>

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne en janvier 2019) :

* Rapport de la commission des affaires sociales sur la proposition de loi de M. Hervé Saulignac, Mme Valérie Rabault, M. Joël Aviragnet, Mmes Ericka Bareigts, Gisèle Biémouret, M. Boris Vallaud et plusieurs de leurs collègues d'expérimentation territoriale visant à instaurer un revenu de base, Doc. Ass. nationale, 2019, n° 1613 :

[http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1613/\(index\)/rapports](http://www2.assemblee-nationale.fr/documents/notice/15/rapports/r1613/(index)/rapports)

► **Parlement européen** (rapports mis en ligne en janvier 2019)

* RAPPORT sur la proposition de directive du Conseil modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'introduction de mesures techniques détaillées pour le fonctionnement du système de TVA définitif pour la taxation des échanges entre les États membres (25 janvier 2019) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2019-0028+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

* RAPPORT sur le rapport annuel 2017 sur la protection des intérêts financiers de l'Union européenne – Lutte contre la fraude (10 janvier 2019) :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A8-2019-0003+0+DOC+XML+V0//FR&language=FR>

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** au mois de janvier 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* Article introuvable de Jean-Claude Duclos, « le modèle fiscal du civisme », *RFFP*, n° 56, 1996 (mis en ligne le 30 janvier 2019) :

http://www.fondafip.org/c_43_263_Fiche_2414_0_Article_introuvable_de_Jean_Claude_Ducros_Le_modele_fiscal_du_civisme_in_RFFP_n_56_1996.html

* Article introuvable Richard Florida : « Entreprises et politique fiscale, l'exemple américain », *RFFP*, n° 1, 1983 (mis en ligne le 15 janvier 2019) :

http://fondafip.org/c_43_263_Fiche_2409_0_Article_introuvable_de_Richard_Florida_Entreprises_et_politique_fiscale_l_exemple_americain_in_RFFP_n_1_1983.html

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** au mois de janvier 2019 (cette rubrique sera mensuelle, s'il y a lieu de signaler une mise en ligne) :

* SOREAU Edmond, *Les Hommes de finance pendant la Révolution*, Paris, Auguste Picard, 1934, 26 p. (mis en ligne le 27 janvier 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3040944z/f5.image>

* SCHUELLER Eugène, *L'impôt sur l'énergie*, Editions du Rond-Pont, 1952, 156 p., **seulement extraits** (mis en ligne le 27 janvier 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3348850j?rk=21459;2>

* PALLEZ Gabriel, *Finances publiques*, Paris, Les cours de droit, 1962, Fascicules I et II, **seulement extraits** (mis en ligne le 20 janvier 2019) :

Fasc. I : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3349275m?rk=21459;2>

Fasc. II : <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k33492761?rk=42918;4>

* DUBERGÉ Jean, *La psychologie sociale de l'impôt dans la France d'aujourd'hui*, PUF, 1961, 230 p., **seulement extraits** (mis en ligne le 6 janvier 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3373444q?rk=42918;4>

* BOURDIN Joël, *Les finances des services publics de l'eau et de l'assainissement*, Economica, 2^{ème} éd., 2007, 190 p., **seulement extraits** (mis en ligne le 6 janvier 2019) :

<https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k3377419w?rk=236052;4>

* *Remontrances de la Cour des comptes, aides et finances de Provence au Roy*, s.l, s.é., 1758 (mis en ligne le 16 janvier 2019) :

https://odyssee.univ-amu.fr/files/original/1/353/Mejanes-8-91101_Remontrances-Cour-comptes.pdf

* *Observations d'un citoyen sur la nécessité et la possibilité d'établir un impôt unique, en remplacement des tailles, capitation, aides, gabelles et tabac*, 1789, 27 p. (mis en ligne le 16 janvier 2019) :

<http://memoirevive.besancon.fr/ark:/48565/a011372254463zRJdqS>

► **Divers :**

* **OCDE :**

Harmful Tax Practices - 2018 Progress Report on Preferential Regimes, janvier 2019, 59 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/harmful-tax-practices-2018-progress-report-on-preferential-regimes_9789264311480-en#page1

Pierce O'Reilly, *Tax policies for inclusive growth in a changing world*, décembre 2018, 47 p. :

https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/tax-policies-for-inclusive-growth-in-a-changing-world_1fdafe21-en#page3

Statistiques des recettes publiques 2018, décembre 2018, 200 p. :

https://www.oecd-ilibrary.org/taxation/statistiques-des-recettes-publiques-2018_rev_stats-2018-fr

* **Banque de France :**

Bulletin de la Banque de France, n° 221, 2019 :

https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/818471_bdf221-2_fr_vf.pdf

* **AFT :**

Bulletin Mensuel, n° 344, janvier 2019 :

https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/344_Bulletin%20mensuel%20janvier%202019.pdf

* **Comité de l'abus de droit :**

Avis rendus le 12 octobre 2018, *Revue de droit fiscal*, 2019, comm. 122

Année 2019

Bulletin d'adhésion à la SFFP à retourner à l'adresse suivante :

Société Française de Finances Publiques (SFFP)
Université Savoie Mont Blanc
Faculté de droit
Boîte Postale 1104
73011 CHAMBERY CEDEX

accompagné d'un chèque (bancaire/postal) à l'ordre de la SFFP de :

- 30 euros**, pour une adhésion au tarif plein
- 15 euros**, pour une adhésion « Doctorant » (justification : photocopie de la carte étudiant)
- 7 euros**, pour une adhésion « Etudiant en Master » (justification : photocopie de la carte étudiant)

► **J'accepte/Je refuse** que mes prénom, nom, fonctions soit mentionnés dans un annuaire qui sera diffusé aux membres (cet annuaire ne comportera aucune coordonnée personnelle ou professionnelle).

► **J'accepte/Je refuse** que la SFFP communique mon email lorsque celui-ci lui sera demandé par un membre (exclusivement) de la SFFP.

Date et signature

Indiquez vos coordonnées :

Nom :

Prénom :

Adresse personnelle :

Téléphone :

Email :

Fonctions :

Établissement (*université, administration, entreprise*) :

Les **institutions, entités et personnes morales** peuvent adhérer pour **250 euros** ; une facture sera établie en renvoyant ce bulletin d'adhésion à la SFFP.

- Je souhaite recevoir une facture de **250 euros** pour l'adhésion 2019 à la SFFP.

Institution/Entité/Personne morale :

Adresse :

Personne contact :

Email :

Date et signature

Publication de la SFFP

Pour tout contact : sffpmail@gmail.com



@SFFP2017

***Le Billet bibliographique* est un supplément mensuel de *La Lettre* de la SFFP**

ISSN : 2608-5690